

Né le 17 décembre 1889 à Drap (Alpes-Maritimes), mort le 7 novembre 1979 à Nice (Alpes-Maritimes) ; instituteur ; militant du Syndicat de l'enseignement (1912), de la SFIO (1918) puis du PCF (1920-1979) ; arrêté le 8 octobre 1939, déporté en Algérie (1940-1943), directeur adjoint du cabinet de François Billoux (1943-1944) ; secrétaire général du rayon de Nice (1931) puis de la fédération des Alpes-Maritimes du PCF (1944-1946) ; président de la Délégation spéciale de la ville de Nice (1944-1945), député de Nice (1936-1939, 1945-1951, 1956-1958, 1967-1978).

Fils d'un artisan bourrelier et d'une couturière de Drap (à 8 km de Nice), Virgile Barel fréquenta à onze ans l'école Saint-François-de-Paul à Nice. C'est à peu près à ce moment-là que, selon ses souvenirs, il entendit pour la première fois le mot « Socialisme », lors d'une réunion électorale où son père l'avait emmené : le député sortant, Félix Toullan, avait déclaré : « Si être socialiste, c'est aimer ses semblables, si c'est vouloir leur bonheur, alors je suis socialiste. »

Il se souvient aussi d'un jeune croupier du Casino de Monte Carlo, Pierre Arnulf, qui pendant ses vacances à Drap parlait de socialisme à quelques jeunes et leur faisait lire *l'Humanité*.

Virgile Barel fut reçu, après des études à l'école primaire supérieure, 2e à l'École Normale d'instituteurs de Nice en 1906, et il en sortit 1er en 1909. Nommé instituteur à Breil (1909-1910), il fit son service militaire au 24e BCA cantonné à Villefranche-sur-Mer (1910-1912) et en sortit sergent. Muté à Castellar, près de Menton, il se maria avec Françoise Scrivano, dont il aura deux enfants (Max Barel*, né le 4 juillet 1913 à Menton, torturé et exécuté par la Gestapo en 1944 ; et Guy, qui participera à la Résistance dans le Var et deviendra professeur d'éducation physique). Dès 1912-1913 il participa aux réunions mensuelles, à Nice, du Syndicat des instituteurs qui était illégal. Il fit la connaissance de Robert Louzon*, économiste et rédacteur à *l'Humanité*.

Mobilisé en 1914, Virgile Barel fut trois fois blessé au combat et reçut la Croix de guerre et la Légion d'honneur. Dès 1916, il lisait *La Vague* de Pierre Brizon* et *L'Œuvre* où paraissait, en feuilleton, *Le Feu* d'Henri Barbusse*. En 1918, avant l'armistice, il adhéra à la SFIO. En instance de passer devant le conseil de guerre pour avoir organisé à l'École normale de gymnastique de Joinville une réunion d'officiers et de sous-officiers démobilisables, il bénéficia d'un non-lieu. Mutilé de guerre et pensionné à 100 %, il fut démobilisé en 1919 avec le grade de sous-lieutenant de chasseurs alpins, et il fut nommé instituteur à Menton (une fiche de police l'indique comme nommé à Vauvillers). Lecteur plus ou moins régulier de *l'Humanité*, une brochure de Jean-Baptiste Séverac* sur le collectivisme fit sur lui une forte impression. Il prit part à la campagne électorale du « Parti Socialiste officiel unifié » aux élections législatives de novembre 1919.

Dès le 14 juin 1920, les Renseignements généraux signalaient Virgile Barel comme participant à une réunion pour la constitution d'une Union locale du Syndicat des instituteurs de Menton ; plus tard, Cam's fait remonter à l'hiver 1919-1920 ses premières interventions dans un cinéma de Menton, à l'occasion de grèves des employés d'hôtel. Dans son autobiographie du 23 juillet 1933, il fait état de sa participation à la direction de « petites grèves » de peintres, maçons, ouvriers du gaz

de 1920 à 1922. Il écrivit dans le bulletin syndical *L'Émancipation* du 8 juillet 1920 un article intitulé « Une attitude », contre « la peur des mesquines sanctions administratives », mais n'était pas alors au courant des premières réunions, du même mois de juillet, des partisans, à Nice, de la IIIe Internationale ; il adhéra au Comité des Alpes-Maritimes pour l'adhésion à la IIIe Internationale, et, après le congrès de Tours, à la SFIC-PC.

Au congrès de la Fédération des syndicats des membres de l'enseignement à Bordeaux, le 10 août 1920, Virgile Barel présenta le rapport constitutif de l'Internationale de l'Enseignement, et reçut l'appui d'Henri Barbusse* et du groupe *Clarté*. En février 1921, il lança avec Paul Vidal* et Ernest Vidal* et Laurent Spinelli* le bulletin syndical *Notre Arme* et il fut condamné avec eux, en juin 1921, par le tribunal correctionnel de Nice, comme membre du secrétariat du Syndicat de l'Enseignement des Alpes-Maritimes (adhérant à la CGT), pour avoir refusé de dissoudre ce syndicat. Toujours avec Spinelli, il fonda une section de l'ARAC à Menton le 11 avril 1922. Il publia un article dénonçant la circulaire Bérard qui « proférait des menaces sévères contre les instituteurs communistes ».

En 1921, Virgile Barel fut condamné par le Tribunal correctionnel de Nice à 100 F d'amende et à la dissolution du syndicat. En décembre 1921, avec Spinelli et Giauffret, il reçut un avertissement et fut convoqué devant le conseil de discipline qui lui infligea, le 25 juillet 1922, la peine de « censure », le menaçant de révocation en cas de récidive : c'était « l'affaire Barel », qui durera jusqu'en mai 1925, date à laquelle cette « censure » fut considérée comme « nulle et non avenue ». Il sillonna les Alpes-Maritimes pour y favoriser la formation de cellules communistes et participa à la rédaction du journal communiste de Menton, *Le Bastion*, avec Spinelli*, Cam's* et Joseph Lanteri*.

Le 11 mai 1924, Virgile Barel recueillait 6 137 voix comme tête de liste du « Bloc ouvrier et paysan » dans les Alpes-Maritimes. Pendant la campagne contre la guerre du Maroc, dans l'été 1925, il fut perquisitionné en juillet et dut se mettre à l'abri en Corse, puis participa à Marseille au congrès ouvrier et paysan contre la guerre du Maroc, présidé par Maurice Thorez* ; dans la manifestation qui suivit ce congrès, il fut blessé par un policier. Le 15 septembre 1925, *l'Humanité* publia un article de lui appelant les instituteurs à la grève contre la guerre du Maroc, qui lui valut de nouvelles poursuites administratives le 25 septembre, mais le conseil départemental rejeta, par 7 voix contre 6, cette nouvelle demande de censure.

Instituteur à Menton de 1920 à 1934, Virgile Barel enseigna et, toujours avec Spinelli, il milita pour des méthodes nouvelles d'enseignement et pratiqua les techniques de Célestin Freinet* d'imprimerie à l'école, du journal scolaire, des classes-promenades, des tournées d'atelier, etc. Claire Charles-Géniaux l'amena à participer à une enquête sur les problèmes pédagogiques dans *Le Petit Niçois*. Son intérêt pour une pédagogie non traditionnelle et les deux passages devant le Conseil départemental de l'enseignement primaire expliquent sans doute qu'il revendiquait avec quelque fierté de « n'avoir jamais eu de promotion au choix ce qui est chose rare mais normale pour un communiste ».

En avril 1928, Virgile Barel recueillit 622 voix comme candidat communiste dans une circonscription de Grasse, à Cannes-Antibes. En septembre 1928, il participa à un voyage en URSS et publia une brochure, *À Moscou ! À Moscou !* préfacée par Henri Barbusse*. Le 1er août 1929, à la journée internationale contre la guerre, il fut arrêté au cours de la manifestation. En décembre 1929, ayant divorcé, il se remaria avec Eunice Laffay, dite Hello, une institutrice fille d'un pasteur

protestant de Suresnes (Seine), décédé, mais ayant pratiquement rompu avec sa famille. Elle vint à Thorenc, puis Menton, et ils eurent un fils, Yves, né le 21 juillet 1930 à Nice.

En 1930-1931, Virgile Barel critiqua vivement des syndicalistes unitaires, soit dans son syndicat, soit à l'UL CGTU dont il était membre de la CE. Par exemple, il s'opposa au cheminot Braman, ex-mutin de la mer Noire et anarchisant qui refusait les directives du PC dans la CGTU. Pour des raisons semblables, il s'en prit dans *Rouge Midi* à Issautier et Giauffret, deux secrétaires du syndicat de l'enseignement laïc (CGTU) qui s'opposait au nom du syndicalisme révolutionnaire, aux syndicalistes majoritaires au niveau confédéral et qui avaient signé la déclaration des 22 sur l'unité syndicale avant de rejoindre le syndicat national confédéré.

À l'intérieur même du PC, Virgile Barel eut à subir les attaques de Jean Tacco*, secrétaire du syndicat unitaire des tonneliers et délégué du SRI qui, en 1931, l'accusa de « défaitisme » et « d'opportunisme ». Tacco était partisan de manifestations très violentes, par exemple à l'occasion de la venue à Nice du Président de la République (Archives nationales, dossier F7/13124. PC 1931). En novembre 1931, Barel, qui avait été délégué en 1929 au congrès national de Saint-Denis, fut élu secrétaire général du rayon des Alpes-Maritimes du PCF sur proposition du Centre. Dès 1932, son fils Max, étudiant à Paris, était l'objet, pendant ses vacances, de rapports des renseignements généraux des Alpes-Maritimes (dossier F7/13128, PC 1932). Reçu en 1933 à l'École Polytechnique, membre par intermittence des JC, il s'occupait du Comité des Jeunes de lutte contre la guerre et le fascisme, et de la FST.

Pendant cette période, Virgile Barel fut arrêté à plusieurs reprises lors des 1er mai, 1er août pour des manifestations devant les monuments aux morts ou des prises de parole dans des lieux publics (en mai 1928 il avait écopé de 16 F d'amende pour prise de parole devant la mairie de Menton). Par ailleurs, il était correspondant de *l'Humanité* et rédacteur en chef de *Rouge Midi*, *le Bastion*, *Nice ouvrier*, et *La Barricade*. Il s'occupait aussi de ce qu'il nommait les organisations annexes : FST, Pionniers, Théâtre, Syndicats...

Le 19 février 1934, cinq mois avant le Pacte national d'unité d'action socialiste-communiste, Virgile Barel signa avec les représentants de la Fédération socialiste des Alpes-Maritimes un accord d'unité d'action départemental. Le 28 avril 1934, il demanda et obtint sa retraite d'instituteur par anticipation. En 1935, il fut un des fondateurs du *Cri des travailleurs des Alpes-Maritimes*, hebdomadaire.

Aux élections municipales de 1935, Virgile Barel obtint 6 505 voix à Nice. Le 23 février 1936, il dénonça dans *Le Cri des travailleurs*, la traduction en correctionnelle du pédagogue Célestin Freinet* pour prétendue ouverture illégale de son école de Vence, et les brimades administratives infligées à Madeleine Faraut*. Le 3 mai 1936, il fut élu député de la 3e circonscription de Nice avec 6 960 voix (son camarade Henri Pourtalet étant aussi élu à Cannes). À la Chambre, il participera aux commissions Hygiène, Marine marchande, Algérie, Colonies et protectorats, et Travail. Il participa à la fondation de l'ATP (Association de Tourisme Populaire) puis à celle de « Partir », qui deviendra « Tourisme et Travail ». Il fut l'auteur de propositions de lois ou de résolutions sur l'économie des départements méditerranéens, sur les congés payés, et intervint sur les questions internationales, la santé publique et le tourisme populaire. Le comité central du PCF l'envoya à Madrid, où il rencontra Ercoli (Palmiro Togliatti) ; il revint une autre fois en Espagne pour le rapatriement des volontaires des Brigades Internationales et pour l'évacuation des réfugiés espagnols vers l'Algérie, d'où il les aida à partir en Union Soviétique. En mars et avril 1937, Virgile

Barel fit une tournée en Algérie. À Menton et Nice il hébergea des antifascistes italiens. Le congrès national du PCF réuni à Arles en décembre 1937 ne le réélut pas à la commission centrale des finances pour « manque de vigilance devant les ennemis du parti »

Après la dissolution du PCF le 26 septembre 1939, Virgile Barel s'inscrivit au Groupe Ouvrier et Paysan ; arrêté le 8 octobre 1939, il fut parmi les 44 députés, déchu de leur mandat le 21 janvier 1940, puis condamné, en mars 1940, pour reconstitution de ligue dissoute, à cinq ans de prison. Il passa par treize prisons, dont la Santé, Angers (mai 1940), Saint-Martin-de-Ré, Bordeaux, Toulouse, Tarbes, Le Puy, Valence (d'où il écrivit le 11 novembre 1940 une lettre au Maréchal Pétain pour être entendu comme témoin à charge au procès de Riom), Marseille, et fut déporté à Alger, puis Maison-Carrée, où il resta vingt-deux mois.

Virgile Barel fut libéré avec vingt-six de ses camarades le 5 février 1943. Dans une note du 16 octobre 1943, Maurice Thorez* (sous le pseudonyme de Jean) alors en Russie, écrivit : « Intelligent, actif et dévoué. Manquait de vigilance dans son travail de direction de la région de Nice, quoique défendant toujours avec énergie la politique du Parti. Écrit très bien. Très bonne attitude au procès. » (RGASPI, dossier personnel). Secrétaire du Secours populaire en Algérie, il fut chargé de faire libérer les 3 200 détenus communistes ; il devint directeur adjoint du cabinet de François Billoux*, ministre d'État du Comité de Libération nationale puis ministre de la Santé publique du Gouvernement provisoire, avec lequel il rentra en France, sur le *Jeanne-d'Arc*, via Cherbourg, en septembre 1944.

Élu à la direction de la fédération des Alpes-Maritimes du PCF le 22 octobre 1944, Virgile Barel fut nommé président de la délégation spéciale de la ville de Nice (où siégeaient deux autres communistes, Madeleine Faraut* et Charles Menardi*), de décembre 1944 à mai 1945. Il eut alors la confirmation de la mort de son fils Max, torturé et assassiné par la Gestapo de Lyon en juillet 1944. La Conférence fédérale des 20 et 21 juillet 1946, présidée par Maurice Thorez, le critiqua solidairement à la direction fédérale « pour n'avoir pas su réaliser aux élections municipales l'union des forces républicaines ni su empêcher l'isolement du Parti » et pour n'avoir pas dénoncé Jean Médecin « comme ennemi de toujours des forces démocratiques » ; il se démit du secrétariat fédéral, mais resta au comité fédéral.

Aux élections municipales du 29 avril 1945, l'accord n'avait pu se faire à Nice pour une liste unique communiste-socialiste au 2e tour, où Virgile Barel n'avait obtenu que 33 517 voix contre la liste Jacques Cotta élue avec une moyenne de plus de 46 000 voix. Il sera élu conseiller municipal de Nice le 25 octobre 1947 (liste d'Union républicaine et résistante : 27 390 voix) et réélu le 26 avril 1953 (liste d'Union ouvrière et démocratique) et le 8 mars 1959 (31 842 voix). Il fut élu conseiller général du 2e canton de Nice en septembre 1945 (9 865 voix), et devint président du conseil général des Alpes-Maritimes de 1945 à 1949. Réélu conseiller général du 2e canton de Nice le 20 mars, 1949 (9 284 voix), il perdit la présidence du conseil général ; par suite d'un découpage électoral, il ne fut pas réélu le 17 avril 1955, mais redevint conseiller général du 3e canton en 1961 (3 383 voix).

Au niveau national, Virgile Barel fut élu à la 1re Assemblée constituante le 21 octobre 1945 (liste communiste : 71 260 voix), à la 2e Assemblée constituante le 5 juin 1946 (liste communiste : 74 165 voix), et fit partie des commissions de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, des Affaires économiques, et de la Défense nationale. Élu député aux élections législatives du 10 novembre 1946 (avec Henri Pourtalet*, sur la liste communiste : 77 312 voix), il fut battu en 1951 (70 155 voix) ;

réélu le 2 janvier 1956 (84 870 voix), il participa aux commissions de la Presse et des Communications. Par suite d'un nouveau découpage électoral, il fut battu en 1958 dans la 1^{re} circonscription de Nice (12 795 voix), ainsi qu'aux élections sénatoriales de septembre 1962 et aux élections législatives de novembre 1962, mais il fut réélu à l'Assemblée nationale en mars 1967 (suppléant : Charles Caressa, secrétaire de la Fédération des Alpes-Maritimes du PCF 30 754 voix) et resta député jusqu'en 1978 : doyen de la 5^e législature (1973-1978), il prononça à ce titre le discours d'ouverture, et son dernier discours est du 21 décembre 1977.

Virgile Barel a été membre de la commission centrale de contrôle financier du PCF de 1947 à 1964. Depuis 1929, sa femme, Hello, était associée à toute sa vie de militant.

SOURCES : Virgile Barel, *Cinquante années de luttés*, Paris, Éditions Sociales, 1967. — Jean Laurenti, *Carnet de bord d'un vétéran*, Nice, 1972. — Charles-Marie Cardon, *La Courte vie, la longue mort de Max Barel, héros de France*, Paris, Éditions Sociales, 1973. — Max Burlando, *Le Parti communiste et ses militants dans la Résistance des Alpes-Maritimes*, Nice, 1974. — Dominique Olivesi, *Virgile Barel, 1889-1979. De Riquier à la Crimée française*, Nice, Serre éditeur, 1996, coll. Actual. — Notes d'archives manuscrites de Jean Maitron. — RGASPI, 495 270 564, dossier personnel (consulté par Claude Pennetier et reporté par René Lemarquis) : autobiographie du 29 septembre 1938 et note de Jean (Maurice Thorez) 16 octobre 1943.

Photos



Virgile Barel dans les années 1930
JPEG - 9.1 ko
150 x 211 pixels



Virgile Barel dans les années 1940
JPEG - 7.5 ko
150 x 212 pixels



Virgile Barel dans les années 1950
JPEG - 8.6 ko
150 x 209 pixels

Pour citer cet article :

<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article15707>, notice BAREL Virgile [BAREL Joseph, dit] par Michel Launay, Jean Maitron, version mise en ligne le 20 octobre 2008, dernière modification le 13 juin 2010.